

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1420. – PERSONNEL DES INSTITUTIONS**  
**DE L'ASSURANCE CHÔMAGE**

---

AVENANT DU 26 OCTOBRE 2018  
MODIFIANT L'ACCORD DU 3 NOVEMBRE 2016 RELATIF À LA PRÉVOYANCE  
(ANNEXE III)  
NOR : ASET1951090M  
IDCC : 1420

---

Entre :

Unédic,

D'une part, et

CFDT ;

FEC FO ;

CFTC emploi ;

CFE-CGC emploi,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Objet**

Le présent avenant a pour objet de modifier à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2019, l'article 2.3 du chapitre II « Régime de couverture de frais de santé » de l'accord collectif du 3 novembre 2016 constituant l'annexe III à la CCN du personnel de l'assurance chômage.

Les autres dispositions de l'accord restent inchangées.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Assiette et répartition des cotisations*

Les « *b* » et « *c* » de l'article 2.3 du chapitre II « Régime de couverture de frais de santé » de l'annexe III sont modifiés comme suit (les « *a* » et « *d* » de ce même article demeurant inchangés) :

**« Article 2.3**

*Structure du régime, taux, assiette et répartition des cotisations*

*b)* Pour l'année 2019, les cotisations mensuelles dédiées au financement du contrat d'assurance "Frais de santé" s'élèvent à :

*(Voir tableau page suivante)*

ADHÉRENT	ASSIETTE	TAUX RÉGIME Général	TAUX RÉGIME Local
Forfait de base (salarié + ayants droits à charge)	en % TATB	3,197	2,243
Couverture facultative du conjoint non à charge sans mutuelle	en % PMSS (*)	3,071	2,151
Couverture facultative du conjoint non à charge avec mutuelle	en % PMSS (*)	1,012	0,713
Régime optionnel			
Forfait de base (salarié + ayants droit à charge)	en % PMSS (*)	0,127	0,081
Couverture facultative du conjoint non à charge sans mutuelle	en % PMSS (*)	0,081	0,046
Couverture facultative du conjoint non à charge avec mutuelle	en % PMSS (*)	0,081	0,046

(\*) À titre indicatif au 1<sup>er</sup> janvier 2018, le plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS) est égal à 3 311 €.

c) La prise en charge des cotisations se décompose comme suit :

Pour la durée du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 août 2019, les cotisations du forfait de base seront prises en charge par l'entreprise et par les salariés dans les proportions suivantes :

- 78,3 % à la charge de l'employeur ;
- 21,7 % à la charge du salarié.

À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019, les cotisations du forfait de base seront prises en charge par l'entreprise et par les salariés dans les proportions suivantes :

- 75 % à la charge de l'employeur ;
- 25 % à la charge du salarié.

Les cotisations des régimes optionnels (couverture facultative des conjoints non à charge au sens du contrat d'assurance et régime optionnel) sont entièrement prises en charge par le salarié. »

## Article 2

### *Commission et suivi des régimes*

Eu égard aux évolutions législatives à venir et compte tenu de l'arrivée à échéance de la période d'engagement contractuel initial de 36 mois avec l'organisme assureur, les parties conviennent qu'une commission paritaire nationale (telle que prévue en application des dispositions de la CCN) se réunira avant la fin du premier semestre 2019.

À cet effet, en vue d'un éventuel appel d'offres, les parties se réuniront afin de participer, avec le soutien d'un actuair, à l'établissement d'un nouveau cahier des charges adapté aux évolutions légales et visant à proposer les meilleures garanties possibles en termes de couvertures santé et/ou prévoyance.

## Article 3

### *Date d'effet, dépôt et mesure de publicité*

Le présent avenant entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les dispositions non modifiées de l'accord du 3 novembre 2016 demeurent inchangées.

Le présent avenant est déposé, conformément aux dispositions légales, au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et à la direction générale du travail selon les modalités en vigueur.

Un exemplaire sera également remis à chacune des parties signataires et son existence sera portée à la connaissance du personnel régi par la CNN du personnel de l'assurance chômage par tout moyen et notamment par l'intermédiaire des nouvelles technologies de l'information et communication.

Fait à Paris, le 26 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)